

distinctes. Ce sont là des choses qui rendent le Canada si unique et si différent.

[Français]

La belle province de Québec est différente, avec sa société distincte, avec la réalité de la langue française. La loi est différente dans la province du Québec. La culture, la religion catholique, beaucoup de choses sont différentes.

[Traduction]

Nos peuples autochtones sont également différents. En outre, il existe une dualité linguistique et nous nous devons de protéger les minorités linguistiques et les aider à croître.

Je vois, en face, le ministre montréalais responsable, je crois, de la Loi sur les langues officielles, et, à bien des égards, porte-parole de la minorité anglaise du Québec au sein du gouvernement. Il ne faut pas oublier non plus l'important groupe d'environ un million de francophones hors Québec qui doivent obtenir plus de garanties constitutionnelles, si on veut garder ce pays uni.

De plus, monsieur le Président, nous devons nous assurer que les autres provinces du pays jouiront aussi d'une certaine latitude. Je ne partage pas le point de vue de Clyde Wells, qui voudrait que toutes les provinces soient traitées absolument sur le même pied. Je ne suis pas d'accord, parce qu'il y a des différences qui méritent d'être reconnues, non seulement au Québec, mais aussi dans les autres provinces. Je vois la députée de Beaver River. Sa province, l'Alberta, a conclu des ententes particulières avec le gouvernement fédéral qui diffèrent des nôtres, en Saskatchewan. Je vous en citerai deux exemples.

La loi sur les allocations familiales s'applique intégralement dans huit provinces. Les deux exceptions sont l'Alberta et le Québec, qui ont conclu des ententes avec Ottawa sur la façon dont les allocations familiales seraient attribuées sur leur territoire. Fort bien. Certaines ententes peuvent différer légèrement, et c'est cela, le Canada, c'est là toute la souplesse qui nous caractérise.

La perception des impôts au pays en est un autre exemple. Une seule province, le Québec, perçoit directement l'impôt sur le revenu des particuliers. Trois provinces perçoivent elles-mêmes l'impôt sur les sociétés. Le Québec et l'Ontario le font depuis longtemps et en 1981,

### *Initiatives ministérielles*

l'Alberta a décidé de faire de même. Depuis lors, l'Alberta perçoit directement l'impôt sur les sociétés. Cela fait partie du partage des compétences entre les gouvernements fédéral et provinciaux, dans tant de régions du Canada. Si nous pouvons obtenir ce type d'accord je crois que c'est bon pour le pays, puisque cela nous permet de reconnaître la diversité et les différences qui nous caractérisent. Plutôt que de laisser ces différences nous diviser, faisons en sorte qu'elles nous unissent, qu'elles contribuent à l'épanouissement du Canada, pour en faire un pays meilleur. C'est du domaine du possible.

Je me souviens très bien qu'à l'époque où je fréquentais l'université, j'étais pris d'admiration lorsque j'entendais Lester Pearson, le premier ministre de l'époque, et des chefs de l'opposition comme Tommy Douglas et Robert Stanfield, parler du fédéralisme coopératif, de la nécessité de reconnaître nos différences, quitte à profiter de cette diversité pour bâtir un pays riche de nombreuses cultures et de deux langues admirables, des Premières Nations, des autochtones et le reste.

À mon avis, monsieur le Président, voilà ce que nous devons faire. Nous devons faire en sorte d'élaborer des compromis, afin d'en arriver à un consensus national, faute de quoi nous risquons de voir le Canada disparaître.

[Français]

Et le député a raison, c'est au revoir Canada.

[Traduction]

Je déplore infiniment l'attitude intransigeante qu'ont adoptée d'une part des gens comme Clyde Wells, et d'autre part le premier ministre. La grande majorité des Canadiens souhaitaient des accommodements et espéraient une solution de compromis.

L'avenir du Canada m'inquiète beaucoup. Le gouvernement est en train de détruire notre pays non seulement par le biais de changements constitutionnels, mais en ruinant des institutions nationales comme la Société Radio-Canada, Postes Canada, VIA Rail, voire même dans le cadre de son accord commercial avec les États-Unis. Au lieu de renforcer les liens qui unissent entre elles les localités de l'est, de l'ouest et du nord de notre pays, il s'efforce de créer davantage de liens entre le Nord et le Sud—entendez par là les États-Unis—et inonde le Canada de valeurs propres aux États-Unis d'Amérique.